Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Le-capitalisme-vieille-recette-de

tract Vénissian

Le capitalisme : vieille recette de racket sur les salaires...

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : vendredi 4 septembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

En cette rentrée 2009 on nous parle de la fin ou de la prolongation de la crise. Mais de quelle crise s'agit-il exactement ? Qui en sont les véritables victimes ?

Lorsque la crise enrichit les riches...

Sûrement pas le capitalisme qui continue d'accumuler des profits. Alsthom revendique un bénéfice net en hausse de 30%. Vivendi annonce pour 2009 « la distribution aux actionnaires d'un dividende élevé ». Trente groupes du CAC 40 étalent leurs bénéfices.

Les banques de leur côté affichent sans vergogne une santé insolente, grâce notamment aux 23 milliards d'euros accordés par l'Etat. BNP Paribas se vante d'un bénéfice presque triplé. La Société générale, malgré les scandales, empoche avec délectation 65,9% d'augmentation « générée par ses activités de marché ».

Boostées elles aussi par l'injection de 27 millions d'euros de fond publics avec la prime à la casse gouvernementale, les entreprises automobiles jubilent : les ventes de PSA (Peugeot/Citroën) ont grimpé de 17%, celles de Renault de 11,1%.

Pour les capitalistes, ça roule, le taux de profit continue d'augmenter !

Lorsque la crise appauvrit les pauvres...

Dans le même temps, comme une grande partie de la population, les salariés sont à la peine. L'été a vu se poursuivre à tour de bras licenciements et fermetures d'entreprises. Les spécialistes évoquent la bagatelle de 700 000 emplois supprimés 2009. La liste est longue et le plus souvent sans échos dans les médias. A Béziers la multinationale américaine Cameron (industrie pétrolière et gazière) qui prévoit 31 millions d'euros de bénéfices veut licencier 142 salariés. En Vendée le groupe suédois SKF (70 millions d'euros de bénéfices en six mois) supprime 380 emplois. Dans les entreprises de Vénissieux- RVI, Bosch, Carbone Savoie - les jours de chômage s'ajoutent et l'avenir semble de plus en plus menacé.

Rien de surprenant si l'INSEE annonce que le taux de chômage, qui a fortement augmenté en juillet (9,8% contre 9,6% en juin), pourrait d'ici peu dépasser 10%.

Le capitalisme : vieille recette de racket sur les salaires...

Alors que le pouvoir d'achat stagne ou régresse, que des millions de salariés sont pauvres, que des centaines de milliers tombent dans la grande pauvreté et le RSA, les tenants du capitalisme inventent la taxe carbone pour faire encore payer les salariés. C'est bien connu, comme le chômage est la faute des chômeurs, la crise énergétique est la faute des consommateurs ! Et bien sûr d'abord des plus pauvres car les plus riches ne regardent pas les prix !

Copyright © Le Vénissian

Avec la crise, le capitalisme montre sa réalité : l'enrichissement sans limite de quelques uns ne peut se faire qu'en achetant toujours moins cher le travail des autres. La part des salaires dans les richesses a chuté de 9,3 % en France entre 1983 et 2006. C'est le Capital qui a récupéré cet argent qui, il y a peu, allait à la Sécurité sociale, aux retraites, au pouvoir d'achat, aux salaires des chômeurs d'aujourd'hui, aux services publics...Pour la France, ce transfert de richesses se monte entre 120 et 170 milliards par an, plus de dix fois le "déficit" de la Sécu ! Comme le dit la Banque des Règlements Internationaux (juillet 2007) qui réunit en Suisse les banquiers centraux pour "coordonner les politiques monétaires" « La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'a pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années ».

Que faire ?

Le capitalisme est tellement violent et inégal que Sarkozy se sent obligé de dénoncer ses excès, que la patronat se sent obligé d'évoquer le « partage des profits ». Mais l'expérience prouve que les mesures "d'aménagement" du système non seulement ne règlent rien, mais conduisent au même résultat : toujours moins pour les salariés, toujours plus pour le patronat et la finance.

La solution, évidente, consiste à rompre avec le capitalisme. Parmi les moyens d'y parvenir, le Conseil National de la Résistance proposait en 1944 : « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ». Ce qui implique le refus d'appliquer les directives européennes, une banque de France indépendante au service du travail, la modernisation et l'extension des services publics, seul moyen d'assurer l'égalité d'accès de tous aux services indispensables, une réforme fiscale pour réduire fortement les inégalités, augmenter massivement les salaires et pensions, une bataille acharnée contre les capitalistes pour investir utilement dans la recherche, l'industrie, l'environnement...

Comment ?

Depuis le début de l'année ce ne sont pas les luttes sociales qui ont manqué. Journées nationales de grève et de manifestations impressionnantes, actions dans des dizaines d'entreprises aux quatre coins du pays contre les licenciements massifs, mobilisations pour l'hôpital public et contre la privatisation de la Poste... Mais l'année 2009 a vu se succéder des journées d'action sans solutions puis une élection sans sanction !

Il faut bien sûr résister, mais pas chacun dans son coin, ni seulement par de grandes manifs périodiques. Il faut organiser la solidarité concrète entre les luttes, constituer des caisses de grèves, des visites d'usines occupées par les quartiers, défendre les militants réprimés ou criminalisés, en faire nos héros modernes... Et il faut convaincre que les luttes doivent se fixer de plus en plus clairement l'objectif de la rupture avec le capitalisme, d'une nouvelle période révolutionnaire, bousculant les institutions, les rapports de forces, les idées dominantes.

Cela ne peut pas se faire spontanément ! Il faut une organisation politique faisant le lien entre le local et le global, entre le travail et la société, une organisation outil de formation militante, capable de porter dans toute la société les intérêts du monde du travail. L'histoire le prouve : c'est lorsqu'il était fort du soutien et de l'engagement des exploités que le Parti communiste, outil de la lutte des classes, a pesé sur l'évolution de la société.

Un Parti communiste organisé est indispensable pour construire une société de justice sociale, réellement démocratique, donc en rupture avec le capitalisme.

Ce parti communiste peut se reconstruire, retrouver sa force, inventer une nouvelle voie vers les socialisme

Copyright © Le Vénissian

! Rejoignez-le !

Copyright © Le Vénissian